

Endettement international : le carcan

La crise actuelle est le fruit d'un accroissement très rapide de l'endettement de nombreux pays en particulier de pays en développement qui ne sont pas membres de l'OPEP⁽¹⁾. Pour ceux-ci, entre 1973 et 1982, la progression de la dette a été de 19 % l'an, en raison à la fois de chocs externes (pétrole, taux d'intérêt) et d'évolutions internes (croissance excessive de la consommation comme de l'investissement). Aujourd'hui, le poids de cette dette devient exorbitant (tableau 1).

TABLEAU 1
Endettement brut
des pays en développement
non OPEP

	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83
Dette totale (milliards \$)	130,1	160,8	190,8	228,0	280,3	334,3	395,3	475,2	559,6	633,3	668,6
Intérêts (milliards \$)	6,9	9,3	10,5	10,9	12,7	18,1	25,9	39,0	54,7	63,0	59,2
Dette Exportations* (%)	115,4	104,6	122,4	125,5	126,1	127,7	117,2	111,2	122,5	144,1	149,5

Source : FMI - * Biens et services

Il est vrai qu'en 1983 l'augmentation de l'endettement de ces pays n'a été que de 35 milliards de dollars, grâce aux efforts d'ajustement qui ont été menés. Pourtant, cette amélioration est bien fragile. Les 4/5 des progrès constatés ont été le fait des pays d'Amérique latine et ont eu pour prix une croissance très faible, voire même une baisse du PIB pour le Mexique (- 4,7 %) et le Brésil (- 3,9 %). Dans le même temps, les taux d'intérêts ont crû de 2 %. Aussi, certains pays débiteurs menacent de ne plus assurer le service de leur dette qui ne s'accroîtrait plus de leur propre fait, et les pays d'Amérique latine remettent en cause les plans d'ajustements mis en place par le FMI.

Au delà des solutions qui peuvent être envisagées sur le plan financier, l'endettement pose le problème de l'insertion internationale des pays en développement. On s'efforcera ici d'en préciser les données, à partir d'une maquette de simulation multinationale⁽²⁾.

1 La croissance mondiale, moteur nécessaire mais insuffisant...

Toutes les analyses de la crise de l'endettement mettent en avant le rôle joué par la baisse de la croissance survenue dans l'économie mondiale au début des années quatre-vingts. Nombreux sont d'ailleurs ceux qui voient dans la reprise de la croissance occidentale une condition suffisante à un dénouement serein de cette crise. Les liaisons, passées et à venir, entre croissance occidentale et dette des pays en développement, sont toutefois multiples : certaines passent par des détériorations ou améliorations des termes de l'échange liées aux récessions et reprises de l'économie mondiale. On ne les abordera pas ici, car la plupart des scénarios n'envisagent pas le maintien des divergences des prix de biens exportés et importés qui ont été observées au début de la décennie.

Par convention, on calcule dans un premier temps des *croissances équilibrées de long terme* en supposant le maintien de l'équilibre économique⁽³⁾, *mais en omettant le poids de la dette passée et des ajustements*. Ces croissances équilibrées

(1) On ne traitera pas ici le cas des autres pays endettés, soit en Europe (du Nord, du Sud ou de l'Est), soit dans l'OPEP.

(2) Les éléments présentés dans cette Lettre ont été déterminés dans le cadre du projet SACHEM-Energie. Ils seront développés dans le rapport du CEPII sur l'économie mondiale à l'horizon 1990. A paraître en septembre aux Editions Economica.

(3) Le solde économique est égal au solde courant hors paiement d'intérêts plus le solde des investissements directs. Voir Lettre du CEPII n° 35.

TABLEAU 2
Croissances d'équilibre
à parts de marchés constantes

(Taux de croissance annuels en %)	Variantes sur le PIB			Population 1980 à 1990
	basse	moyenne	haute	
Hypothèse mondiale	0,8	2,6	4,9	1,8
Croissances simulées				
Mexique	0,4	1,2	2,3	3,4
Brésil	1,1	2,2	4,3	2,7
Autres pays d'Amérique latine	0,8	1,9	3,6	2,1
Afrique du Nord non OPEP	0,6	1,4	2,9	2,6
Afrique noire non OPEP	0,6	1,3	2,6	3,0
Asie en développement rapide	1,1	2,0	3,8	1,6
Autres pays d'Asie	1,5	2,5	4,3	2,8

Sources :

— Variantes de croissance du PIB : Calculs CEPII.

— Population : « Selected demographic indicators by country 1950-2000 » ONU, 1981.

brées sont déterminées sous trois hypothèses très contrastées d'environnement international, en maintenant la pénétration des marchés étrangers à son niveau de 1982 (tableau 2).

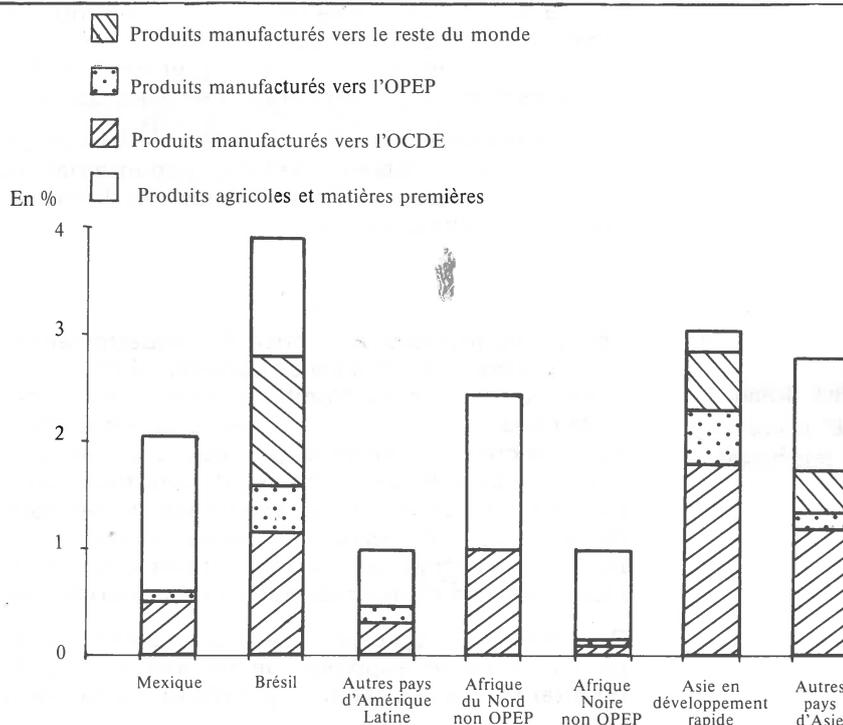
Dans le cadre des hypothèses retenues, la croissance des zones endettées est inférieure à celle du reste du monde parce que leurs importations tendent à s'élever plus rapidement que leurs PIB (élasticités-revenus supérieures à 1). Une première leçon se dégage quant à l'ampleur de la reprise qui serait nécessaire, dans ces simulations très mécanistes, pour assurer dans ces zones le maintien du revenu par tête : dans bon nombre de régions, cette barre n'est atteinte que dans l'hypothèse la plus favorable.

2

... doit être accompagnée
d'une poursuite
de l'ouverture...

Ce résultat n'a rien de surprenant. On a supposé, dans les calculs précédents, que le mouvement d'ouverture des marchés — mesuré ici par le rapport des importations en provenance des zones endettées au PIB des zones partenaires — avait cessé. Si par contre on laisse jouer les tendances favorables observées de 1974 à 1981, l'augmentation de la croissance d'équilibre à long terme est substantielle (graphique A).

GRAPHIQUE A
Effets d'une poursuite
de l'ouverture des marchés
(écarts % de croissance
par rapport à la variante moyenne)



Cependant, il faut nuancer ce résultat global. En effet, il est difficile de maintenir des évolutions favorables aux exportations des régions endettées pour les produits dont les marchés mondiaux sont en régression, comme ceux des produits agricoles et des matières premières énergétiques et minérales. Des pays comme le Mexique et le Brésil perdent alors une bonne part de leur dynamisme à l'exportation.

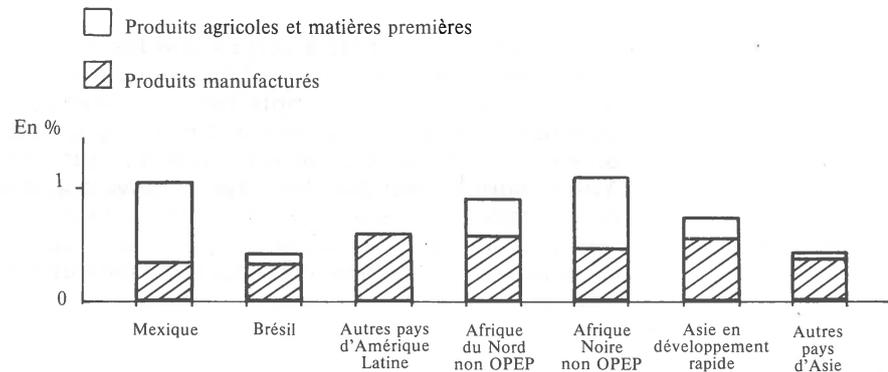
En ce qui concerne les produits manufacturés, la destination des exportations varie très nettement selon les zones. C'est ainsi que le Brésil a trouvé une grande part de ses débouchés sur les marchés des pays non OCDE, dont la croissance est désormais problématique : qu'il s'agisse des pays de l'OPEP (dont les revenus pétroliers régressent) ou des pays endettés eux-mêmes (pour lesquels la contrainte financière impose un ajustement du volume des importations).

Ainsi, une poursuite de l'ouverture des marchés contribue surtout à desserrer les contraintes pesant sur les pays d'Asie en développement rapide, qui ont su entreprendre un processus soutenu d'industrialisation. Les perspectives sont beaucoup moins favorables pour les autres pays endettés.

3 ...et/ou d'une maîtrise des importations

Les modes de développement et d'insertion internationale qui ont été choisis pendant les années soixante-dix ont conduit à une dérive inexorable de la part des importations dans la demande intérieure. Les élasticités relativement élevées des importations de produits manufacturés par rapport au PIB (le plus souvent supérieures à 1,5 sur le long terme), montrent combien est grande la dépendance des zones endettées vis-à-vis du Nord. A l'avenir, une meilleure maîtrise de la relation entre importations et croissance interne paraît, en tout état de cause, offrir une marge d'ajustement importante (graphique B)

GRAPHIQUE B
Effets d'une baisse des élasticités
d'importations
(écarts % de croissance en ramenant
les élasticités à 1)



Source : Calculs CEPII.

Les résultats obtenus varient suivant les produits. La propension à importer de l'énergie est déjà proche de 1, et ne paraît pas susceptible de s'abaisser de la même façon que dans les pays développés. Par contre, l'hypothèse d'une élasticité égale à 1 pour les produits manufacturés desserre sensiblement la contrainte sur la croissance. Il faut noter que des zones comme le Mexique ou l'Afrique noire non OPEP dépendent crucialement de l'extérieur pour leur approvisionnement en produits agricoles, leur croissance se faisant souvent au détriment de la production interne de ces produits.

4 Même dans un environnement favorable, des financements importants sont nécessaires

Jusqu'à présent, on a cherché à déterminer les facteurs qui influencent le rythme d'une croissance équilibrée à long terme, sans tenir compte du poids de l'endettement passé. Aujourd'hui, celui-ci impose un ajustement sévère aux pays en développement, afin précisément de retrouver un solde économique équilibré. Pour les zones les plus pauvres, ceci conduit à des évolutions du revenu par tête qui sont difficilement acceptables. On peut donc calculer les *apports financiers qui seraient nécessaires pour que, d'ici 1990, les pays en développement obtiennent une croissance de 2 % du PIB par tête*, en se plaçant dans l'hypothèse d'un environnement favorable⁽⁴⁾.

Pour les zones étudiées (tableau 3), le cumul des apports financiers nets est généralement inférieur à l'endettement brut, car les pays endettés peuvent accroître leurs réserves, accorder des crédits commerciaux et/ou subir des fuites de capitaux⁽⁵⁾. On doit également noter que l'Asie en développement rapide

(4) Croissance mondiale 4 % ; ouverture poursuivie des pays de l'OCDE aux produits manufacturés du Sud ; maîtrise des élasticités à l'importation ; taux d'intérêt réel ramené à 2 %.

(5) En outre, on doit remarquer que l'agrégation des pays à l'intérieur des zones peut minorer le cumul des déficits dans le cas où certains d'entre eux sont excédentaires.

TABLEAU 3
Apports financiers nécessaires
à une croissance par tête de 2 %

	Taux de croissance PIB	Cumuls des apports nets* (en milliards de dollars)			Taux de croissance réel** des apports	
	83 à 90	Fin 75	Fin 82	Fin 90	75 à 82	82 à 90
Mexique	5,4	9,9	39,7	76,6	14,3	3,4
Brésil	4,7	16,5	73,2	199,6	15,9	8,0
Autres pays d'Amérique latine	4,0	16,9	60,6	259,9	12,5	14,2
Afrique du Nord non OPEP	4,6	3,9	23,9	108,6	21,4	15,1
Afrique noire non OPEP	5,0	4,5	34,7	181,6	25,5	17,1
Autres pays d'Asie	4,8	6,0	25,5	34,7	15,2	- 1,0
Ensemble des zones ci-dessus	4,7	57,7	257,6	861,0	16,1	10,7

Source : Calculs CEPII

* Contrepartie de la somme du solde courant et du solde d'investissements directs.

** La croissance nominale en dollars est déflatée par le prix des exportations mondiales, dont le taux de croissance annuel moyen est respectivement de 6,7 % et de 5 % sur les deux périodes successives.

n'a pas été incluse dans le calcul, car elle pourrait éteindre sa dette même avec un taux de croissance par tête supérieur à 2 %. Parmi les six zones qui figurent dans le tableau, on observe une certaine disparité des situations, le cas le plus grave étant celui de l'Afrique noire dont le déficit net cumulé devrait quintupler entre fin 1982 et fin 1990 (soit un accroissement annuel de plus de 17 % en termes réels).

Il apparaît d'ores et déjà acquis que les financements nets additionnels qui seront nécessaires ne pourront être trouvés que dans une faible mesure auprès du système bancaire, compte tenu de l'insolvabilité des pays débiteurs. Les sommes en jeu sont en effet loin d'être négligeables : 75 milliards de dollars par an en moyenne dans la variante favorable que l'on vient de décrire, alors qu'en 1983, pour l'ensemble des pays en développement, l'endettement brut supplémentaire n'a été que de 35 milliards de dollars. En tout état de cause, les rééchelonnements ne suffiront pas. La crise ne se résoudra à long terme qu'avec l'apport de financements supplémentaires dont les modalités restent à trouver.

Rédaction :

Centre
d'études prospectives
et d'informations
internationales,
9, rue Georges-Pitard,
75015 Paris.
Tél. : 842-64-64
Rédacteur en chef :
Gérard Lafay.

Edition :

La Documentation française.
Abonnement d'un an
(8 numéros) : 150 F.
Commande adressée à
La Documentation française.
124, rue Henri-Barbusse
93308 Aubervilliers Cedex.
Règlement à réception
de la facture.

Directeur
de la publication :
Yves Berthelot.

CPPP n° 1462 AD.
Dépôt légal n° 1 375,
3° trimestre 1984.

Imp. Maugein - Tulle.

Imprimé en France.

ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE

Revue trimestrielle du CEPII (*)

N° 17, 1^{er} trimestre 1984, 128 pages

EDITORIAL

Economie Prospective Internationale se transforme
(Y. Berthelot)

INTERDEPENDANCES

Europe : espoirs de reprise et adaptations structurelles
(F.X. Ortoli s'entretient avec M. Aglietta)
Assurer la reprise économique mondiale (F. Bergsten)

MONNAIE ET FINANCES INTERNATIONALES

Pour des taux de change de référence (G. Lafay)
Les désajustements mondiaux de balances des paiements
(J. Oliveira-Martins et C. Leroy)

A PARTIR DE CHELEM

CHELEM : la banque de données du CEPII
La zone Asie-Pacifique : le Japon et son environnement
(A.M. Boudard)

LU

Trois livres qui traitent des problèmes industriels de la
France (A. Orléan)

(*) En vente à la Documentation Française.

• Abonnement d'un an (4 numéros) 224,00 F
• Prix au numéro 62,00 F